

Rapport annuel Jahresbericht

—

2015



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG**



POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Rue des Augustins 3, case postale 1654, 1701 Fribourg

T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2015

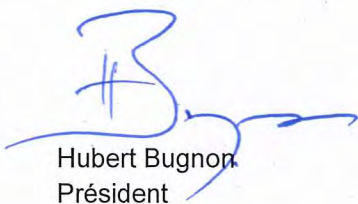
Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2015.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 22 février 2016



Hubert Bugnon
Président



Frédéric Oberson
Secrétaire général



POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN
ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Rue des Augustins 3, case postale 1654, 1701 Fribourg

T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2015

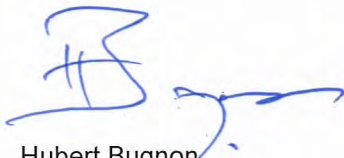
An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates

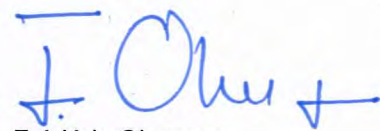
Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2015 zu unterbreiten.

Wir versichern Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

22. Februar 2016



Hubert Bugnon
Präsident



Frédéric Oberson
Generalsekretär

TABLE DES MATIERES

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2015 *Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2015*

1.	Partie générale	- 1 -
1.1.	Remarques générales	- 1 -
1.1.1.	Administration de la justice	- 1 -
1.1.2.	Volume des affaires.....	- 3 -
1.2.	Activité juridictionnelle	- 4 -
1.2.1.	En général	- 4 -
1.2.2.	I ^e Cour d'appel civil.....	- 7 -
1.2.3.	II ^e Cour d'appel civil.....	- 7 -
1.2.4.	Chambre des poursuites et faillites	- 7 -
1.2.5.	Cour de modération.....	- 7 -
1.2.6.	Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	- 7 -
1.2.7.	Cour d'appel pénal	- 8 -
1.2.8.	Chambre pénale.....	- 8 -
1.2.9.	I ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.10.	II ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.11.	III ^e Cour administrative	- 8 -
1.2.12.	Cour fiscale	- 8 -
1.2.13.	I ^e et II ^e Cours des assurances sociales.....	- 8 -
1.3.	Personnel	- 9 -
1.3.1.	Juges	- 9 -
1.3.2.	Greffe	- 10 -
1.4.	Autres activités	- 11 -
1.	Allgemeiner Teil	- 13 -
1.1.	Allgemeine Bemerkungen	- 13 -
1.1.1.	Verwaltung der Justiz	- 13 -
1.1.2.	Arbeitsvolumen.....	- 15 -
1.2.	Gerichtstätigkeit	- 16 -
1.2.1.	Allgemeines	- 16 -
1.2.2.	I. Zivilappellationshof.....	- 19 -
1.2.3.	II. Zivilappellationshof.....	- 19 -
1.2.4.	Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	- 19 -
1.2.5.	Moderationshof.....	- 19 -
1.2.6.	Kindes- und Erwachsenenschutzhof.....	- 19 -
1.2.7.	Strafappellationshof.....	- 20 -
1.2.8.	Strafkammer	- 20 -
1.2.9.	I. Verwaltungsgerichtshof	- 20 -
1.2.10.	II. Verwaltungsgerichtshof	- 20 -
1.2.11.	III. Verwaltungsgerichtshof.....	- 20 -
1.2.12.	Steuergerichtshof	- 20 -
1.2.13.	I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof	- 20 -
1.3.	Personal	- 21 -
1.3.1.	Richter	- 21 -
1.3.2.	Gerichtsschreiberei	- 22 -
1.4.	Weitere Tätigkeiten	- 23 -
	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2015 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2015	- 25 -

2.	PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL	- 29 -
2.1.	SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG	- 29 -
2.2.	SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG	- 43 -
2.3.	SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG	- 49 -
2.4.	RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT	- 61 -

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2015

1. Partie générale

1.1. Remarques générales

En 2015, le Tribunal cantonal a rendu 2868 arrêts. 253 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 43, soit 1.5% des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, le travail de réorganisation, accentué à la suite de la réunification physique des sections civiles, pénales et administratives aux Augustins, a été poursuivi avec la modification du règlement du Tribunal cantonal précisant son organisation et son fonctionnement (RTC) dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2016. Les principales modifications organisationnelles sont la suppression des sections et la réduction de la composition de la commission administrative; sur le plan juridictionnel, la Cour de modération est supprimée et différentes attributions de compétence ont été revues. Enfin, l'année a été marquée par l'annonce des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger de leur départ pour fin janvier 2016. Le Tribunal cantonal les remercie d'ores et déjà de leur engagement en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années, ce sur quoi il reviendra dans son rapport 2016.

1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 10 reprises et la Commission administrative à 15 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant la réorganisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 15 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a organisé sa traditionnelle conférence de presse lors de la présentation de son rapport annuel. Il a participé à la cinquième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Appenzell, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM), à Lucerne, à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Bâle, ainsi qu'à la Première Biennale du droit administratif organisée à Muntelier dans le cadre de la Fondation pour la formation continue des juges. Enfin, les juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11). Celui-ci a été modifié le 12 novembre 2015. Les modifications réglementaires prennent notamment en compte la modification du 19 décembre 2014 de la loi sur la justice. Les **principales modifications fixées à partir du 1^{er} janvier 2016** seront les suivantes :

- Les **sections – et leur présidence – seront supprimées**. Cette organisation était en effet issue des deux anciennes structures du Tribunal cantonal, section administrative à Givisiez et sections civile et pénale à l'Hôtel-de-Ville, à Fribourg. Elle avait pour but de prendre en compte l'aspect représentatif des deux organisations. Avec la réunification sous un même toit, il est plus judicieux pour les membres du Tribunal cantonal de s'organiser sans cette structure supplémentaire, tout en continuant à rechercher à l'interne les intérêts communs des différentes Cours. Pour ce faire, et afin de faciliter la gestion interne du Tribunal, les Cours civiles, pénales et administratives désigneront une juge répondante ou un juge répondant par matière. Cette personne sera l'interlocutrice ou

l'interlocuteur pour les questions liées à la gestion générale des Cours en collaboration avec la greffière présidentielle ou le greffier présidentiel (ancienne fonction de greffier/ère de section).

- La **Commission administrative** sera désormais composée de la présidence et de la vice-présidence du Tribunal cantonal ainsi que d'un ou d'une troisième juge, élu-e pour une année. De 2008 à fin 2015, elle a siégé à cinq juges. Il a été souligné que la nouvelle composition à trois juges, d'un nombre suffisant, permettra de chercher des solutions respectant les intérêts bien compris de l'ensemble. Il est en effet important de prendre en compte tous les besoins du Tribunal cantonal, ce que cette nouvelle organisation sera en mesure de faire en termes de conduite interne et d'objectifs stratégiques. La Commission administrative continuera par ailleurs de préparer les décisions à prendre par le Plenum.
- Sur le plan juridictionnel, la **Cour de modération sera supprimée**. Il a été constaté que ses compétences pouvaient être réparties sur les autres Cours civiles. Les compétences de la II^e Cour d'appel civil sont également revues. Les dossiers d'assistance judiciaire et d'exception d'incompétence suivront désormais la même voie que la procédure au fond qui les concerne. En plus de ses autres compétences actuelles, la II^e Cour d'appel civil examinera et transmettra les entrades internationales entrantes au sens de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Cette nouvelle attribution permettra de simplifier la gestion de ces cas. Enfin une adjonction règlementaire permettra également, en cas de besoin, d'équilibrer la charge de travail des **Cours des assurances sociales** et/ou d'assurer leur bon fonctionnement.

En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

En ce qui concerne les activités juridictionnelles

- La **charge de travail globale est importante** et le Tribunal cantonal doit faire face à des dossiers de plus en plus volumineux. Il peut toutefois être constaté une stabilité de la situation des Cours civiles et pénales, des Cours générales administratives et de la Cour fiscale. La situation des **Cours des assurances sociales** demeure quant à elle préoccupante en raison des ressources insuffisantes et d'un volume annuel élevé de nouvelles affaires, malgré l'augmentation importante des liquidations imputable tant à l'engagement des collaborateurs qu'aux mesures de réorganisation.
- Le Tribunal cantonal devra en outre assumer une tâche supplémentaire liée à la modification de la Loi sur le Personnel (LPers) qui prévoit à partir du 1er juillet 2016 la **suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel de l'Etat** et, par conséquent, le recours direct au Tribunal cantonal dans ce domaine. La question de la charge de travail en lien avec cette modification légale devra dès lors être clairement séparée de celle relative à l'augmentation générale des affaires et au besoin de ressources supplémentaires en découlant; la nouvelle compétence impliquera impérativement à elle seule l'augmentation des forces de travail.

En ce qui concerne le greffe

- Les **processus de travail** ont continué de faire l'objet de réflexions au sein de groupes de travail. Ces démarches ont abouti à de nouveaux processus unifiés au sein du tribunal. A la suite de ces travaux, des directives ont également été adoptées, sur proposition de la Commission administrative, par le Tribunal plénier.
- De nouvelles **règles de citations** – publiées sur le site du Tribunal cantonal – ont ainsi été adoptées sous la forme de directives. Le but a été de reprendre les règles du Tribunal fédéral en les simplifiant et condensant dans la mesure du possible. L'objectif principal est d'utiliser des règles de citations identiques pour l'ensemble du Tribunal puisque les arrêts sont désormais publiés sur internet.
- S'agissant du **nombre d'arrêts du Tribunal cantonal publiés** sur internet, il a été en forte augmentation en 2015. Plus d'un millier d'arrêts de fond ont ainsi été publiés en utilisant l'outil informatique de publication actuel «Contens ». Ce système ne permet toutefois pas de procéder à

des recherches de jurisprudence du Tribunal cantonal et n'est pas adapté aux exigences de publication. Le fournisseur de logiciels des tribunaux Delta Logic, mandaté par le Service informatique et des télécommunications (SITel), a dès lors développé et mis à disposition un outil supplémentaire d'aide à l'anonymisation et de publication – avec un moteur de recherches - qui est en phase de tests, à l'interne, depuis l'automne. Il devrait être mis à disposition du public durant l'année 2016.

En ce qui concerne les infrastructures et d'autres tâches d'administration du Tribunal

- Le **bâtiment des Augustins** a fait l'objet de nouvelles interventions. Un rapport a été rendu par l'entreprise Energil Sàrl – Ingénieurs conseil pour l'énergie du bâtiment, sur mandat du Service des bâtiments, afin d'analyser les problèmes de surchauffe constatés dans les locaux. A la suite de ce rapport et en raison de problèmes de surchauffe constatés dans les bureaux situés dans les combles – qui ont rendu nécessaire durant l'été le déplacement d'une partie du personnel durant quelques semaines – une ventilation mécanique a été installée. Cette mesure devrait permettre de rendre les conditions de travail supportables pour la dizaine de collaborateurs concernés. Par ailleurs, afin d'améliorer l'isolation thermique de l'aile ouest du bâtiment – où il fait froid en hiver – divers travaux ont été menés et d'autres mesures sont annoncées pour le début de l'année 2016 (pose d'un sas à l'entrée de service; changement de fenêtres ; sondages dans les bureaux du rez-de-chaussée). Enfin, l'Institut universitaire romand de Santé au Travail (IST) a poursuivi ses démarches sur mandat du Service du personnel et d'organisation et a enquêté sur les problématiques de climat intérieur du bâtiment et les symptômes ressentis par certains collaborateurs du Tribunal cantonal. L'IST a rendu un nouveau rapport en novembre 2015 et des capteurs de poussières ont été installés dans les bureaux pendant la période hivernale.
- Des mesures ont également été mises en œuvre pour les questions d'archivage, d'informatique et de gestion documentaire. S'agissant des documents relatifs aux activités non juridictionnelles du Tribunal cantonal, il a été décidé d'établir un **plan de classement et calendrier de conservation** afin de clarifier les questions liées à leur classement, à leur archivage (préarchivage et archivage) et leur conservation. En ce qui concerne la **gestion informatique** du Tribunal, le Service informatique et des télécommunications (SITel) a annoncé un changement de gestionnaire de compte (responsable) du Pouvoir judiciaire. Plus globalement, et en tenant également compte de la nouvelle ordonnance du 3 novembre 2015 sur la gestion de l'informatique et des télécommunications dans l'administration cantonale, le but est de constituer une Commission informatique du Pouvoir judiciaire. Enfin, les possibilités de **consultations numériques** proposées aux collaborateurs du Tribunal cantonal ont été développées et élargies. Elles sont de plus en plus utilisées (Revue Print Plus, site CPC online, ATF, Weblaw, Swisslex), à la satisfaction des utilisateurs. La prochaine étape est de pouvoir proposer une consultation numérique d'ouvrages de doctrine.

1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal a été importante en 2015. Le nombre de dossiers enregistrés de la section administrative est restée constant (1270 en 2015 ; 1272 en 2014). La section pénale a connu une hausse du nombre de dossiers enregistrés (+ 33 dossiers [+ 7.5 %]) tandis que la section civile (- 119 dossiers [- 9.5 %]) une baisse par rapport à 2014, ce qui a permis de stabiliser la situation après l'augmentation de la charge, notamment liée au nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant entré en vigueur en 2013.

Pour plus de détails et d'explications, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.2. Activité juridictionnelle

1.2.1. En général

a) Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

TRIBUNAL CANTONAL			
Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1287	1302	1323

De manière générale, après des années de constante augmentation (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650) le nombre des nouvelles affaires a diminué en 2015 (2868), en relevant toutefois la complexité et le volume important de nombreux dossiers à traiter, ce qui explique la baisse du nombre d'affaires liquidées.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2359 décisions en français et 494 en allemand, sans compter les 15 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

SECTION CIVILE

Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	192	216	200
b) affaires enregistrées	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	163	192	216

Si le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel civil a légèrement diminué (- 24 dossiers [soit -7.4 %]), celui de la II^e Cour d'appel civil a augmenté (+ 26 dossiers [+ 9.2 %]). La situation de la Chambre des poursuites et faillites est quant à elle stable (- 3 dossiers [- 1.8 %]). Il est par ailleurs constaté une forte baisse des dossiers enregistrés auprès de la Cour de modération (- 27 dossiers [- 60 %]), étant relevé qu'à partir 2016, cette Cour sera supprimée. Enfin, après une très forte augmentation des dossiers portés au rôle de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (22 en 2012, 178 en 2013, 197 en 2014), leur nombre a diminué en 2015 (125).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1010 décisions en français et 118 en allemand.

SECTION PENALE

Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	134	155	145
b) affaires enregistrées	483	450	459
c) affaires liquidées	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de de la Cour d'appel pénal (+ 12 dossiers, [+ 6.6 %]) et de la Chambre pénale (+ 15 dossiers, [+ 5.8 %]) ont augmenté en 2015.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 397 décisions en français et 64 en allemand.

SECTION ADMINISTRATIVE

Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	974	949	862
b) affaires enregistrées	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2015 auprès de la section administrative est globalement stable par rapport à 2014 (- 2 dossiers). Les dossiers de la I^e Cour administrative (- 13 dossiers [- 7.7 %]) et de la II^e Cour administrative (- 5 dossiers [- 3.7 %]) ont légèrement baissé. Ceux de la III^e Cour administrative ont également diminué (- 33 dossiers [- 13.7 %]), étant toutefois signalé que l'écart des chiffres constaté entre 2014 et 2015 s'explique avant tout par l'effet "Pont de la Poya" qui avait engendré de nombreux recours mais aussi des liquidations groupées. En revanche, en compensation, le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (+ 35 dossiers [+ 19.8 %]) a augmenté de manière significative, et celui des I^e et II^e Cours des assurances sociales (respectivement + 10 dossiers [+ 3.5 %] et + 4 dossiers [+ 1.7 %]) a subi une nouvelle fois une augmentation (légère) des entrées.

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1092 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2015 [310] et nouvelles affaires enregistrées [295] ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2015 [246] et nouvelles affaires enregistrées [241]). Cela représente 48.7 % des affaires pendantes en 2015 auprès de la section administrative. La Cour fiscale totalise 15.8 % des enregistrements (143 dossiers pendants + 212 nouvelles affaires = 355) ; la I^e Cour administrative 12.1 % (101 dossiers pendants + 171 nouvelles affaires = 272), la II^e Cour administrative 10.4 % (90 dossiers pendants + 143 nouvelles affaires = 233) et la III^e Cour 13 % (84 dossiers pendants + 208 nouvelles affaires = 292 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a encore augmenté (+ 32 dossiers en 2015; + 34 dossiers en 2014), en particulier dans les Cours des assurances sociales avec une hausse de plus de 21 %. Le nombre d'affaires liquidées au sein de la section a également été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une diminution de 9 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2015 par rapport au 31 décembre 2014. Cette situation est notamment due à l'effort considérable de tous les juges, collaboratrices et collaborateurs et à l'utilisation plus fréquente des

juges suppléants. Cependant, les ressources sont clairement toujours insuffisantes. Le nombre d'affaires pendantes reste toutefois élevé, avec 974 dossiers non liquidés au 31 décembre 2015.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 967 décisions en français et 312 en allemand.

b) Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	117	91	62	57	12	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	109	123	58	15	2	0
Chambre des poursuites et faillites	131	20	6	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	65	46	7	0	0	0
Cour d'appel pénal	59	19	21	55	21	4
Chambre pénale	114	69	51	29	3	0
I ^e Cour administrative	40	36	39	38	24	7
II ^e Cour administrative	25	29	23	31	16	8
III ^e Cour administrative	38	90	25	31	17	19
Cour fiscale	21	54	16	21	63	3
I ^e Cour des assurances sociales	36	46	27	21	118	49
II ^e Cour des assurances sociales	22	66	39	22	89	21

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire ou sommaire. S'agissant de la I^e Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 70 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Si ce chiffre a diminué par rapport à 2014 (83), il demeure trop important. Manifestement, une telle durée des procédures est contraire au principe de célérité qui doit prévaloir dans ces domaines et est intolérable pour le justiciable.

Compte tenu de sa charge de travail, le Tribunal cantonal se devra cette année encore de réitérer ses requêtes de compléments budgétaires.

c) Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents) ; le Tribunal pénal des mineurs ; le Tribunal des mesures de contrainte ; les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, de la Gruyère, du Lac, de la Singine et de la Veveyse ; les Justices de paix de la Broye, de la Glâne, du Lac et de la Veveyse ; les Préfectures ; les Commissions d'expropriation, de recours en matière d'améliorations foncières et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif. Il a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les Commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire n'ont pas été inspectées.

1.2.2. I^e Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une nouvelle légère baisse (de 324 en 2014 à 300, soit - 7.4%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année est repassé à la sous la centaine, tandis que le taux de liquidation en moins de 6 mois est resté stable et favorable (79.6%), tout comme le nombre des anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2015) qui était de 2 au 31 décembre 2015.

La priorité est accordée aux affaires du droit de la famille, en particulier pour celles qui concernent les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.2.3. II^e Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2015, 75 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 94 % dans les six mois.

1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Après les augmentations très importantes des dernières années (22 dossiers en 2012, 147 en 2013 et 178 en 2014), le nombre de dossiers entrés a quelque peu diminué (125). La charge de travail reste très importante, la plupart des dossiers devant en outre être traitée prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 11 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

1.2.7. Cour d'appel pénal

L'activité de la Cour durant l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières, si ce n'est qu'il est constaté que, dans le cadre des procédures écrites, le recours à des juges suppléants disponibles pour établir des rapports est devenu plus difficile.

1.2.8. Chambre pénale

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale a augmenté de 197 à 275, soit une augmentation d'environ 40%. Cette augmentation importante nécessitera à l'avenir de recourir davantage à la collaboration de juges suppléants, étant rappelé que les trois juges de la Chambre pénale traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

1.2.9. I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.10. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.11. III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.12. Cour fiscale

L'activité la Cour fiscale pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.13. I^e et II^e Cours des assurances sociales

Durant l'année 2015, les deux Cours ont drastiquement augmenté leur taux de liquidation (+ 21 %), malgré le même nombre de greffiers-rapporteurs et de greffières-rapporteuses. Ceci est le résultat très réjouissant des efforts consentis par tous leurs collaborateurs et collaboratrices ainsi que du soutien plus important des juges suppléants rédacteurs, ceci malgré des entrées en nombre inquiétant (536), en très légère augmentation. Le stock des affaires pendantes a ainsi diminué par rapport à 2014, de 556 à 527 affaires pendantes au 31 décembre 2015. Malgré les réflexions constantes menées depuis des années pour augmenter les prestations et raccourcir la durée des procédures, le même constat s'impose à chaque fois: la dotation en personnel au sein des Cours des assurances sociales est insuffisante.

Des remerciements vont aussi aux Juges des deux Cours ainsi qu'à Christian Pfammatter et Dina Beti qui ont permis à la I^e Cour de continuer à fonctionner malgré l'absence de sa Juge titulaire durant plusieurs mois.

1.3. Personnel

1.3.1. Juges

Il n'y a pas eu de changement parmi les quinze Juges cantonaux en 2015. Les Juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger ont toutefois annoncé leur départ pour fin janvier 2016. Comme déjà relevé en introduction, le Tribunal cantonal les remercie d'ores et déjà de leur engagement en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années, ce sur quoi il reviendra en détail dans son rapport 2016.

En raison de l'absence prolongée de Marianne Jungo, le Tribunal cantonal a pris des mesures à l'interne pour faire face à la charge de travail de celle-ci. En plus du soutien de ses autres collègues de la section administrative, Marc Sugnaux, Juge à 50 %, a augmenté son taux d'activité de juillet à fin novembre. Une greffière à temps partiel l'a assisté en augmentant également son pourcentage de travail.

Le 13 octobre 2015, Dominique Gross et Marc Boivin ont été élus Juges cantonaux. Omblin de Poret Bortolaso a, quant à elle, été élue Juge suppléante en remplacement de Jacques Bonfils. En session du 17 novembre 2015, le Grand Conseil a élu Sandra Wohlhauser à la fonction de Juge cantonale et a confirmé l'augmentation du taux d'activité de 50 % à 100 % du Juge Marc Sugnaux depuis le mois de février 2016.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz est membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays est Président du Conseil de la magistrature. Il est par ailleurs toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantional de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement.

1.3.2. Greffe

64 personnes travaillent au Tribunal cantonal (état de situation à fin décembre) :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
23	Greffiers
18	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 15 secrétaires, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10 % [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	Apprentis employés de commerce

64

En 2015, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée (stagiaires, apprentis, personnel engagé sur crédits forfaitaires), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 26.90 postes d'équivalents plein temps (EPT). Il est relevé que, par rapport à 2014 (25.95 EPT), la Direction de la sécurité et de la justice a procédé à des transformations/transferts de postes. Ainsi, un 60 % d'EPT de secrétariat est passé de crédit forfaitaire à poste fixe ainsi qu'un 35 % d'EPT de greffier octroyé dès 2014 sur crédit forfaitaire.

L'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente dans le détail comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents plein temps (EPT)

Secrétaire général	1.00
Greffiers	7.50
Greffiers-rapporteurs	9.70
Cheffe de bureau	1.00
Secrétaires	7.60
Bibliothécaire	<u>0.10</u>
Total	26.90

Les montants suivants ont par ailleurs été octroyés à titre de crédits forfaitaires au budget 2015 (concerne le personnel administratif):

Huissier :	97'000.- francs (1 personne)
Secrétaires :	130'000.- francs (2 ½ personnes)
Team informatique :	140'000.- francs (personnel travaillant au SITel ; 3 personnes)
Mise à jour RSF :	3'000.- francs (1 étudiante)

Pour 2016, Le Tribunal cantonal a demandé la pérennisation des postes sur crédits forfaitaires ainsi qu'un poste de greffier sur crédit forfaitaire en raison de la charge importante de travail.

Selon décision du Conseil d'Etat, il n'y aura pas de nouveaux postes fixes pour la Justice en 2016. Après approbation du budget 2016 par le Grand Conseil, le Tribunal cantonal bénéficiera des mêmes crédits forfaitaires qu'au budget 2015 (le poste de greffier sur crédit forfaitaire n'ayant pas été pris en compte). Le Tribunal cantonal rappelle pourtant qu'il est nécessaire de renforcer son personnel, tant par une pérennisation des engagements actuels (situation qui concerne une dizaine de collaborateurs) que par la possibilité d'engager du personnel d'appoint.

Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, Cornelia Thalmann El Bachary a été absente durant environ une année et a été remplacée par Gina Gutzwiller (contrat de durée déterminée). Suite au départ d'Henri Angéloz (100 %) et de la réduction de taux d'activité de 2 greffiers (2 x 20 %; Cédric Steffen et Catherine Faller), différentes mesures de remplacement ont été prises. Au final, le 140 % a été reparti comme suit : Laura Granito a été engagée à 60 %, Frédérique Riesen à 70 %, Sandra Mantelli est passée de 90 % à 100 % (+10 %). Cédric Steffen a été nommé Suppléant du Secrétaire général (50 %) et Ludovic Farine Greffier de section de la section civile.

Au sein du secrétariat, Vanessa Gomes (engagement sur crédit forfaitaire) a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Florence Roulin. Livia Jeckelmann est arrivée au Tribunal cantonal en automne (secrétaire alémanique). Elle a remplacé Helen Maeder durant son congé maternité et poursuivra son activité, sur poste fixe à 50 %, à la reprise de cette dernière qui baissera son temps d'activité de 100 % à 50 %.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce ; Ophélie Carrel et Florence Roulin ont obtenu leur Certificat fédéral de capacité (CFC) à l'été 2015. Le Tribunal cantonal leur adresse ses félicitations.

Des félicitations sont également adressées à Françoise Rosales, Cheffe de bureau, pour l'obtention du Certificat d'Assistante en gestion du personnel ainsi qu'à Cédric Steffen, Greffier de section de la section pénale, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) délivré par l'Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP). Sandra Mantelli suit également cette formation qu'elle terminera en 2016.

Enfin, s'agissant de l'équipe informatique, le SITel a annoncé le changement de gestionnaire de compte (responsable) pour le Pouvoir judiciaire. Arnaud Mangin a été remplacé par Michel Corbaz.

1.4. Autres activités

Le 13 mars 2015, les juges et greffiers de la cour d'appel pénal ont participé à Neuchâtel à la rencontre annuelle des cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg.

Le 24 avril 2015, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances qui s'est déroulée en terres thurgoviennes.

Les 28 et 29 mai 2015, Michel Favre, Président de la section pénale, et Cédric Steffen, greffier de section de la section pénale, ont participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Bâle.

Les 10 et 11 septembre 2015, Christian Pfammatter, Hugo Casanova et Josef Hayoz ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Appenzell.

Le 16 octobre 2015, Anne-Sophie Peyraud a participé à la cinquième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne.

Le 30 octobre 2015, Adrian Urwyler et Dina Beti ont participé à la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire, à Lucerne.

Le 19 novembre 2015, une délégation de la section pénale a reçu des élèves de l'Ecole nationale française de la Magistrature de Bordeaux dans le cadre de leur voyage d'étude organisé par l'Académie suisse de la magistrature.

Le 26 novembre 2015, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher, accompagnés de l'ensemble des greffiers-rapporteurs des deux Cours des assurances sociales, ont accueilli une délégation de l'Office AI du canton de Fribourg.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2015 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur la procédure fiscale pour les « Archives de droit fiscal suisse ». Son analyse annuelle a paru au volume 83 no 8 (février 2015), p. 459 ss sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahr 2013: Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben). Il a en outre collaboré (avec Marc Sugnaux) comme conférencier à la Première Biennale du droit administratif (Atelier bilingue sur "L'établissement des faits dans le procès fiscal").

Hugo Casanova, Hubert Bugnon et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a également donné une conférence sur les frais et indemnités en matière pénale lors de la journée annuelle de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois le 13 décembre 2015.

Anne-Sophie Peyraud a animé en juin un atelier de mise à jour en assurances sociales dans le cadre de la Première Biennale du droit administratif organisée à Morat par la Fondation pour la formation continue des juges.

Pour cette même Fondation, Marc Sugnaux a coorganisé un séminaire sur le thème de l'administration de la justice, à Gerzensee. Il y a donné une conférence sur l'administration judiciaire dans les cantons et a animé avec Christian Pfammatter un atelier sur ce thème. Il a également codirigé la première Biennale du droit administratif, à Morat, lors de laquelle il a animé avec Hugo Casanova un atelier sur l'établissement des faits dans le procès fiscal.

Adrian Urwyler a donné une conférence dans le cadre de la journée de la responsabilité civile 2015 à Lucerne. Il a publié un article sur le pouvoir d'appréciation du juge pour la répartition des frais de procédure *in* « HAVE 2015 – Prozesskosten, Schadensschätzung, Verfahrens- und Beweisfragen bei Personenschäden », Zurich 2015, p. 139 ss. Il a présenté les actualités de la formation « CAS en magistrature » lors de la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Enfin, comme relevé ci-dessus, il a animé, en collaboration avec Marc Sugnaux, un atelier sur l'administration de la justice dans le cadre d'un séminaire organisé par la Fondation pour la formation continue des juges.

Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2015

1. Allgemeiner Teil

1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2015 hat das Kantonsgericht 2868 Urteile gefällt. Gegen 253 dieser Urteile wurden Beschwerden beim Bundesgericht eingereicht; in 43 Fällen, also in 1.5% der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene wurde die nach der physischen Zusammenführung der Zivilrechtlichen, Strafrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Abteilungen intensiver gewordene Reorganisationsarbeit fortgeführt mit der Änderung des Reglements für das Kantonsgericht betreffend seine Organisation und seine Arbeitsweise (RKG), deren Inkrafttreten auf den 1. Januar 2016 festgelegt wurde. Die wichtigsten Änderungen in organisatorischer Hinsicht sind die Aufhebung der Abteilungen und die kleinere Zusammensetzung der Verwaltungskommission; auf gerichtlicher Ebene wurden der Moderationshof aufgehoben und verschiedene Kompetenzaufteilungen neu geordnet. Schliesslich war das Jahr geprägt durch die Ankündigung ihres Rücktritts auf Ende Januar 2016 der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger. Das Kantonsgericht dankt ihnen bereits jetzt für ihren Einsatz zum Wohlergehen der Freiburger Justiz und drückt ihnen seine Dankbarkeit für die während so vielen Jahren geleistete Arbeit aus. Es wird in seinem Bericht 2016 darauf zurückkommen.

1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 10 und die Verwaltungskommission zu 15 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts befasst und an 15 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich der Vorstellung seines Jahresberichts seine traditionelle Pressekonferenz organisiert. Es hat an der fünften vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Appenzell, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter in Luzern, an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Basel sowie an der im Rahmen der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter organisierten Ersten Biennale der Verwaltungsrechts in Muntelier teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Dieses wurde am 12. November 2015 geändert. Die Reglementsänderungen berücksichtigen namentlich die Änderung des Justizgesetzes vom 19. Dezember 2014. Die **wichtigsten, ab 1. Januar 2016 geltenden Änderungen** sind folgende:

- Die **Abteilungen – und ihr Präsidium – werden aufgehoben**. Diese Organisation beruhte auf den zwei ehemaligen Strukturen des Kantonsgerichts, der Verwaltungsrechtlichen Abteilung in Givisiez und den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen im Rathaus in Freiburg. Sie bezweckte eine ausgewogene Vertretung beider Standorte. Mit der Zusammenführung unter einem Dach ist es für die Mitglieder des Kantonsgerichts angebrachter, sich ohne diese zusätzliche Struktur zu organisieren, wobei gleichzeitig intern die Suche nach den gemeinsamen Interessen der verschiedenen Höfe fortgeführt wird. Um dies zu bewerkstelligen und die interne Verwaltung des Gerichts zu erleichtern, werden die zivilrechtlichen, strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Gerichtshöfe je eine Richterin oder einen Richter pro Materie als Ansprechperson bezeichnen. Diese Person wird in Zusammenarbeit mit der Präsidialgerichtsschreiberin oder dem Präsidialgerichtsschreiber (ehemals die Funktion einer Abteilungs-Gerichtsschreiberin oder eines Abteilungs-Gerichtsschreibers) die Ansprechperson bei Fragen zur allgemeinen Geschäftsführung der Gerichtshöfe sein.

-
- Die **Verwaltungskommission** wird inskünftig aus dem Präsidium und dem Vizepräsidium des Kantonsgerichts sowie einer dritten Richterin oder einem dritten Richter, die oder der für ein Jahr gewählt wird, zusammengesetzt sein. Von 2008 bis Ende 2015 tagte sie mit fünf Richterinnen und Richtern. Es wurde betont, dass die neue, ausreichende Dreierzusammensetzung ebenfalls ermöglichen wird, dass nach Lösungen im wohlverstandenen Interesse des gesamten Gerichts gesucht werden. In der Tat ist es wichtig, den Bedürfnissen des Kantonsgerichts Rechnung zu tragen, was diese neue Organisation hinsichtlich der internen Führung und der strategischen Zielsetzungen imstande sein wird zu tun. Die Verwaltungskommission wird ausserdem weiterhin die vom Plenum zu treffenden Entscheide vorbereiten.
 - Auf gerichtlicher Ebene **wird der Moderationshof aufgehoben werden**. Es wurde festgestellt, dass seine Kompetenzen auf die übrigen Zivilgerichtshöfe aufgeteilt werden können. Die Zuständigkeiten des II. Zivilappellationshofs werden ebenfalls neu geregelt. Die Dossiers im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege und der Einrede der Unzuständigkeit werden inskünftig dem gleichen Weg wie das betreffende Verfahren in der Sache selber folgen. Zusätzlich zu seinen anderen gegenwärtigen Kompetenzen wird der II. Zivilappellationshof die im Sinne des Haager Übereinkommens vom 18. März 1970 über die Beweisaufnahme im Ausland in Zivil- oder Handelssachen eingereichten internationalen Rechtshilfegesuche prüfen und überweisen. Diese neue Befugnis wird eine Vereinfachung der Behandlung dieser Fälle erlauben. Schliesslich wird es ein Zusatz im Reglement ermöglichen, im Bedarfsfall die Arbeitslast der **Sozialversicherungsgerichtshöfe** auszugleichen und/oder ihren ordnungsgemässen Betrieb sicherzustellen.

In Zusammenhang mit der Organisation und der Arbeitsweise des Kantonsgerichts wird ausserdem Folgendes festgestellt:

Die Gerichtstätigkeit betreffend

- Die **gesamte Arbeitslast ist hoch**, und das Kantonsgericht hat sich mit immer umfangreicheren Dossiers auseinanderzusetzen. Indessen kann bei den zivilrechtlichen und strafrechtlichen Höfen, bei den allgemeinen Verwaltungsgerichtshöfen und beim Steuergerichtshof eine stabile Situation festgestellt werden. Die Lage der **Sozialversicherungsgerichtshöfe** ihrerseits bleibt bedenklich wegen des ungenügenden Bestandes an Arbeitskräften und eines jährlichen umfangreichen Volumens der neuen Fälle, dies trotz der grossen Zunahme der erledigten Angelegenheiten, die sowohl auf die Anstellung von Mitarbeitenden wie auf die Reorganisationsmassnahmen zurückzuführen ist.
- Das Kantonsgericht wird des Weiteren eine zusätzliche Aufgabe übernehmen müssen. Dies hängt mit der Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) zusammen, das ab dem 1. Juli 2016 die **Abschaffung der Beschwerde an den Staatsrat im Staatspersonalwesen** und folglich die direkte Beschwerde an das Kantonsgericht in diesem Bereich vorsieht. Die Frage der Arbeitslast im Zusammenhang mit dieser Gesetzesänderung wird demnach klar von der Arbeitslast bezüglich der allgemeinen Zunahme der Angelegenheiten und des daraus entstehenden zusätzlichen Bedarfs an Arbeitskräften zu trennen sein; die neue Zuständigkeit bedingt für sich allein eine Erhöhung der Anzahl Arbeitskräfte.

Die Gerichtsschreiberei betreffend

- Die **Arbeitsprozesse** sind weiterhin innerhalb von Arbeitsgruppen Abklärungen unterzogen worden. Diese Schritte führten zu neuen vereinheitlichten Abläufen innerhalb des Gerichts. Im Anschluss an diese Arbeiten wurden auf Vorschlag der Verwaltungskommission vom Gesamtgericht Richtlinien verabschiedet.
- Es wurden neue – auf der Internetseite des Kantonsgerichts veröffentlichte – **Zitierregeln** in Form von Richtlinien angenommen. Ziel war es, die Zitierregeln des Bundesgerichts zu übernehmen und sie so weit wie möglich zu vereinfachen und zusammenzufassen. Hauptziel ist die selbe Verwendung der Zitierregeln durch das gesamte Kantonsgericht, da die Entscheide nunmehr im Internet veröffentlicht werden.
- Was die **Zahl der im Internet veröffentlichten Entscheide des Kantonsgerichts** anbelangt, hat diese 2015 stark zugenommen. Es wurden mehr als tausend materielle Entscheide mit Hilfe des gegenwärtigen Informatikwerkzeugs «Contens» veröffentlicht. Dieses System erlaubt es jedoch

nicht, die Rechtsprechung des Kantonsgerichts zu konsultieren und ist nicht an die Anforderungen von Veröffentlichungen angepasst. Der vom Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) beauftragte Lieferant der Gerichtssoftware Delta Logic hat daher ein – mit einer Suchmaschine ausgestattetes - zusätzliches Hilfswerkzeug für die Anonymisierung und die Veröffentlichung entwickelt und zur Verfügung gestellt, das seit Herbst intern in der Testphase steht. Es sollte im Laufe des Jahres 2016 für die Öffentlichkeit bereit stehen.

Die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Kantonsgerichts betreffend

- Im **Augustinergebäude** fanden weitere Interventionen statt. Das vom Hochbauamt beauftragte Ingenieurbüro Energil Sàrl für Beratungen im Energieverbrauch von Gebäuden hat einen Analysebericht hinsichtlich der in den Räumlichkeiten bestehenden Temperaturprobleme abgegeben. Im Anschluss an diesen Bericht und wegen der in den Räumlichkeiten im Dachstock bestehenden Ueberhitzungsproblemen – die im Sommer während einiger Wochen die Verlegung eines Teils des Personals erforderlich machten – wurde eine mechanische Ventilation eingerichtet. Mit dieser Massnahme sollten die Arbeitsbedingungen für die rund zehn betroffenen Mitarbeitenden erträglicher gestaltet werden. Ausserdem wurden zur Verstärkung der thermischen Isolation im Westflügel des Gebäudes – wo im Winter Kälte herrscht – verschiedene Arbeiten durchgeführt und sind einige Massnahmen für den Beginn 2016 angekündigt (Aufstellen einer Schleuse im Eingangsbereich; Auswechseln von Fenstern; Sondierungen in den Büros im Erdgeschoss). Schliesslich hat das vom Amt für Personal und Organisation beauftragte «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» seine Massnahmen weiterverfolgt und Untersuchungen zur klimatischen Problematik innerhalb des Gebäudes sowie der von einigen Mitarbeitenden des Kantonsgerichts empfundenen Symptome angestellt. Das IST hat im November 2015 einen neuen Bericht abgegeben, und während der Winterzeit wurden in den Büros Staubsammler installiert.
- Ebenfalls wurden Massnahmen für Fragen der Archivierung, der Informatik und der Dokumentenverwaltung umgesetzt. Was die auf nichtgerichtliche Tätigkeiten des Kantonsgerichts bezogenen Dokumente anbelangt, wurde beschlossen, einen **Registatur- und Archivplan mit Aufbewahrungsfristen** aufzustellen, um die Fragen im Zusammenhang mit der Klassierung, der Archivierung (Archivierung und Vorarchivierung) und der Aufbewahrung der Dokumente zu klären. Was die **elektronische Datenverwaltung** des Kantonsgerichts betrifft, hat das Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) einen Wechsel des Kundenbetreuers (Verantwortlichen) für das Gerichtswesen angekündigt. Ganz allgemein wird, auch unter Berücksichtigung der neuen Verordnung vom 3. November 2015 über das Informatik- und Telekommunikationsmanagement in der Kantonsverwaltung, bezweckt, eine Informatikkommission für das Gerichtswesen zu schaffen. Schliesslich wurden die den Mitarbeitenden des Kantonsgerichts angebotenen Möglichkeiten des **digitalen Konsultierens** weiterentwickelt und ausgebaut. Sie werden unter Zufriedenheit der Nutzer immer mehr in Anspruch genommen (Print Plus Zeitschriften, ZPO Online, BGE, Weblaw, Swisslex). In einer nächsten Etappe soll das digitale Konsultieren von Lehrbüchern angeboten werden können.

1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts war 2015 sehr hoch. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung ist konstant geblieben (1270 im Jahr 2015; 1272 im Jahr 2014). Bei der Strafrechtlichen Abteilung ergab sich eine Zunahme der Anzahl Angelegenheiten (+ 33 Dossiers [+ 7.5 %]), während in der Zivilrechtlichen Abteilung gegenüber 2014 ein Rückgang festzustellen war (- 119 Dossiers [- 9.5 %]), was eine Stabilisierung der Situation nach der Zunahme der Arbeitslast, namentlich im Zusammenhang mit dem neuen, 2013 in Kraft getretenen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, erlaubte.

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.2. Gerichtstätigkeit

1.2.1. Allgemeines

a) Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

KANTONSGERICHT			
Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1287	1302	1323

Ganz allgemein war, nach jahrelanger konstanter Zunahme der Angelegenheiten (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650) die Zahl der neuen Angelegenheiten 2015 rückläufig (2868), wobei hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich waren, was die sinkende Zahl der erledigten Angelegenheiten erklärt.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2359 Urteile in französischer und 494 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 15 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG			
Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	163	192	216

Während die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs leicht rückgängig war (- 24 Dossiers [bzw. -7.4 %]), ist jene des II. Zivilappellationshofs gestiegen (+ 26 Dossiers [+ 9.2 %]). Die Situation der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ihrerseits ist stabil (- 3 Dossiers [- 1.8 %]). Beim Moderationshof ist indessen ein starker Rückgang der eingetragenen Angelegenheiten zu verzeichnen (- 27 Dossiers [- 60 %]), wobei hervorzuheben ist, dass dieser Hof ab 2016 aufgehoben wird. Schliesslich war, nach einem hohen Anstieg der beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof eingetragenen Dossiers (22 im Jahr 2012, 178 im Jahr 2013, 197 im Jahr 2014), deren Zahl 2015 rückläufig (125).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1010 Urteile in französischer und 118 in deutscher Sprache gefällt.

STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	156	134	155

Die Zahl der beim Strafappellationshof (+ 12 Dossiers, [+ 6.6 %]) und bei der Strafkammer (+ 15 Dossiers, [+ 5.8 %]) eingetragenen Angelegenheiten ist 2015 angestiegen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 397 Urteile in französischer und 64 in deutscher Sprache gefällt.

VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	965	974	949

Die Zahl der 2015 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten ist im Verhältnis zu 2014 insgesamt stabil geblieben (- 2 Dossiers). Die Anzahl Dossiers des I. (- 13 Dossiers [- 7.7 %]) und des II. Verwaltungsgerichtshofs (- 5 Dossiers [- 3.7 %]) ist leicht rückläufig. Auch die Zahl jener des III. Hofes ist zurückgegangen (- 33 Dossiers [- 13.7 %]), wobei zu bemerken ist, dass die Differenz der Zahlen zwischen 2014 und 2015 vor allem auf die "Poyabrücke" zurückzuführen war, die zu vielen Beschwerden geführt hatte, währenddessen aber auch gruppierte Erledigungen stattfanden. Hingegen ist kompensationsweise die Zahl der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten signifikant (+ 35 Dossiers [+ 19.8 %]) und jene beim I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof erneut (leicht) angestiegen (+ 10 Dossiers [+ 3.5 %] bzw. + 4 Dossiers [+ 1.7 %]).

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1092 Dossiers (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [310] und neu eingetragene Angelegenheiten [295]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [246] und neu eingetragene Angelegenheiten [241]). Dies macht 48.7 % der 2015 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Angelegenheiten aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 15.8 % der Eintragungen (143 hängige Dossiers + 212 neue Angelegenheiten = 355), der I. Verwaltungsgerichtshof 12.1 % (101 hängige Dossiers + 171 neue Angelegenheiten = 272), der II. Verwaltungsgerichtshof 10.4% (90 hängige Dossiers + 143 neue Angelegenheiten = 233) und der III. Verwaltungsgerichtshof 13 % (84 hängige Dossiers + 208 neue Angelegenheiten = 292).

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten nochmals gestiegen ist (+ 32 Dossiers 2015; + 34 Dossiers 2014), dies namentlich bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen, mit einer Zunahme von mehr als 21 %. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten innerhalb der Abteilung war ausserdem höher als jene der neu eingetragenen Angelegenheiten, was eine Verminderung um 9 der per 31. Dezember 2015 hängigen Angelegenheiten gegenüber dem 31. Dezember 2014 ausmacht. Dieser Zustand ist namentlich auf die Bemühungen aller

Richter und Mitarbeitenden und den häufigeren Beizug von Ersatzrichtern zurückzuführen. Indessen ist der Personalbestand weiterhin klar ungenügend. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten bleibt mit 974 unerledigten Dossiers per 31. Dezember 2015 hoch.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 967 Urteile in französischer und 312 in deutscher Sprache gefällt.

b) Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	117	91	62	57	12	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	109	123	58	15	2	0
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	131	20	6	0	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	65	46	7	0	0	0
Strafappellationshof	59	19	21	55	21	4
Strafkammer	114	69	51	29	3	0
I. Verwaltungsgerichtshof	40	36	39	38	24	7
II. Verwaltungsgerichtshof	25	29	23	31	16	8
III. Verwaltungsgerichtshof	38	90	25	31	17	19
Steuergerichtshof	21	54	16	21	63	3
I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	46	27	21	118	49
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	66	39	22	89	21

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen oder dem summarischen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von dreissig Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 70 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Wenn sich diese Zahl gegenüber 2014 (83) auch verringert hat, ist sie dennoch zu hoch. Eine so lange Dauer der Verfahren verstösst ganz offensichtlich gegen das Beschleunigungsgebot, das in diesen Bereichen Vorrang hat und ist für die Betroffenen unzumutbar.

In Anbetracht seiner Arbeitslast wird sich das Kantonsgericht auch dieses Jahr veranlasst sehen, seine Zusatzbudgetbegehren zu wiederholen.

c) Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (4 Präsidenten), das Jugendgericht, das Zwangsmassnahmengericht, die Bezirksgerichte der Broye, des Greyerz, des Sees, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, der Glane, des Sees und des Vivisbachs, die Oberämter, die Enteignungskommission, die Rekurskommission für Bodenverbesserungen und die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung keiner Inspektion unterzogen.

1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem Spitzenwert gehalten, wenn auch erneut mit einem leichten Rückgang (von 324 im Jahr 2014 auf 300 oder – 7.4%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers belief sich auf unter 100, während der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten stabil und zufriedenstellend geblieben ist (79.6 %), gleichwie die Zahl der älteren (vor 2015 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten, die per 31. Dezember 2015 bei 2 stand.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf eine rasche Entscheidung angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2015 75 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 94 % innerhalb von sechs Monaten.

1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Nach der starken Zunahme der Angelegenheiten in den letzten Jahren (22 Dossiers 2012, 147 2013 und 178 2014) ist die Zahl der eingereichten Dossiers ein wenig zurückgegangen (125). Die Arbeitslast bleibt sehr hoch; auch müssen die meisten Dossiers vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem elfmal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.2.7. Strafappellationshof

Die Tätigkeit des Strafappellationshofs gibt für das Jahr 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass, es sei denn, dass der Beizug von einsatzbereiten Ersatzrichtern für die Erstellung von Berichten im Rahmen der schriftlichen Verfahren schwieriger geworden ist.

1.2.8. Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 ist die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten von 197 auf 275 gestiegen, was eine Erhöhung von rund 40% ausmacht. Diese starke Zunahme wird inskünftig die vermehrte Inanspruchnahme der Mitarbeit von Ersatzrichtern erfordern; es sei daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingetragen werden, behandeln.

1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des I. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.12. Steuergerichtshof

Die Geschäftsführung des Steuergerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.13. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2015 ihre Erledigungsrate drastisch erhöht (+ 21 %), dies trotz der gleich gebliebenen Anzahl Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstatter. Dieses sehr erfreuliche Ergebnis ist auf die Bemühungen aller Mitarbeitenden, sowie die stärkere Unterstützung durch die Berichte redigierenden Ersatzrichter zurückzuführen und dies trotz der bedenklich hohen Anzahl Neueingänge (536), die leicht zugenommen haben. Der Bestand der hängigen Angelegenheiten hat somit gegenüber 2014 von 556 auf 527 Angelegenheiten per 31. Dezember 2015 abgenommen. Trotz der seit Jahren angestellten Ueberlegungen, um die Leistungen zu erhöhen und die Dauer der Verfahren zu verkürzen, gilt immer wieder die gleiche Feststellung: Der Personalbestand bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen ist ungenügend.

Ein Dank geht auch an die Richter der beiden Höfe sowie an Christian Pfammatter und Dina Beti, die es dem I. Hof erlaubt haben, trotz Fehlens seiner ordentlichen Richterin während mehreren Monaten seine Aufgaben weiterhin zu erfüllen.

1.3. Personal

1.3.1. Richter

Bei den Kantonsrichtern hat sich 2015 keine Änderung ergeben. Die Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger haben allerdings ihren Weggang für Ende Januar 2016 angekündigt. Wie schon eingangs erwähnt, dankt ihnen das Kantonsgericht bereits jetzt für ihren Einsatz im Dienste der freiburgischen Justiz und drückt ihnen seine Dankbarkeit für die während so vieler Jahre geleistete Arbeit aus, worauf im Einzelnen im Bericht 2016 zurückzukommen sein wird.

Wegen der längeren Abwesenheit von Marianne Jungo hat das Kantonsgericht intern Massnahmen getroffen, damit deren Arbeitspensum bewältigt werden kann. Zusätzlich zur Unterstützung durch ihre Kollegen in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hat Marc Sugnaux, dessen Arbeitspensum an sich 50 % beträgt, seinen Beschäftigungsgrad von Juli bis Ende November erhöht. Eine teilzeitlich angestellte Gerichtsschreiberin hat ihn unterstützt, indem sie ebenfalls ihren Arbeitsprozentsatz erhöht hat.

Am 13. Oktober 2015 wurden Dominique Gross und Marc Boivin als Kantonsrichter gewählt. Omblin de Poret Bortolaso wurde ihrerseits in Ersetzung von Jacques Bonfils zur Ersatzrichterin gewählt. In der Session vom 17. November 2015 wählte der Grosse Rat Sandra Wohlhauser als Kantonsrichterin und bestätigte die Erhöhung des Beschäftigungsgrades von Richter Marc Sugnaux von 50 % auf 100 % ab Februar 2016.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher amtiert weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz ist Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Präsident des Justizrats. Er ist weiterhin Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter. Er ist Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.3.2. Gerichtsschreiberei

Beim Kantonsgericht arbeiten 64 Personen (Stand Ende Dezember):

15	Kantonsrichter
1	Generalsekretär
23	Gerichtsschreiber
18	Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 15 Sekretärinnen, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Justizamt angestellt])
5	Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
2	Kaufmännische Lernende

64

Die Kantonsrichter und die befristet Angestellten (Praktikanten, Lernende, mittels Pauschalkredit angestelltes Personal) nicht mitgerechnet, umfasst das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts 26.90 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ). Hervorzuheben ist, dass die Sicherheits- und Justizdirektion gegenüber 2014 (25.95 VZÄ) Stellenumwandlungen bzw. –übertragungen vorgenommen hat. So sind eine mit einem Pauschalkredit geschaffene Stelle von 60 % VZÄ im Sekretariatsbereich und eine ab 2014 mit Pauschalkredit ermöglichte Gerichtsschreiberstelle im Umfang von 35 % VZÄ in Festanstellungen übergegangen.

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts gestaltet sich im Einzelnen wie folgt (Budgetpositionen):

Vollzeitäquivalenzen (VZÄ)

Generalsekretär	1.00
Gerichtsschreiber	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	9.70
Bürochefin	1.00
Sekretärinnen	7.60
Bibliothekarin	<u>0.10</u>
Total	26.90

Als Pauschalkredite im Voranschlag 2015 wurden ausserdem folgende Beträge gewährt (betrifft das Verwaltungspersonal):

Weibel:	97'000.- Franken (1 Person)
Sekretärinnen:	130'000.- Franken (2 ½ Personen)
Informatikteam:	140'000.- Franken (beim ITA arbeitendes Personal; 3 Personen)
Nachführung FZR:	3'000.- Franken (1 Studierende)

Das Kantonsgericht hat für 2016 die Umwandlung der auf Pauschalkredit geschaffenen Stellen in feste Posten sowie wegen der grossen Arbeitslast einen Gerichtsschreiber-Posten auf Pauschalkredit beantragt.

Gemäss Beschluss des Staatsrats wird es 2016 keine neuen Fixstellen für die Justiz geben. Nach Genehmigung des Voranschlags 2016 durch den Grossen Rat wird das Kantonsgericht über die gleichen Pauschalkredite wie im Voranschlag 2015 verfügen (der Gerichtsschreiberposten auf Pauschalkredit wurde nicht mitberücksichtigt). Das Kantonsgericht wiederholt indessen, dass eine Verstärkung seines Personals sowohl durch die Umwandlung der gegenwärtigen Anstellungen in Fixposten (betrifft rund zehn Mitarbeitende) wie durch die Möglichkeit, zeitweilig Personal anzustellen, notwendig ist.

Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber angeht, war Cornelia Thalmann El Bachary während rund eines Jahres abwesend; sie wurde durch Gina Gutzwiller (befristeter Vertrag) ersetzt. Nach dem Weggang von Henri Angéloz (100 %) und der Verminderung des Beschäftigungsgrades eines Gerichtsschreibers und einer Gerichtsschreiberin (2 x 20 %; Cédric Steffen und Catherine Faller) wurden verschiedene Ersatzmassnahmen getroffen. Die 140 % verteilen sich schlussendlich wie folgt: Laura Granito, angestellt zu 60 %, Frédérique Riesen zu 70 %, Sandra Mantelli von 90 % auf 100 % (+10 %). Cédric Steffen wurde zum Stellvertreter des Generalsekretärs (50 %) und Ludovic Farine zum Abteilungsgerichtsschreiber für die Zivilrechtliche Abteilung ernannt.

Beim Sekretariat hat Vanessa Gomes (Anstellung auf Pauschalkredit) das Kantonsgericht verlassen; sie wurde durch Florence Roulin ersetzt. Livia Jeckelmann ist im Herbst neu zum Kantonsgericht hinzugekommen (deutschsprachige Sekretärin). Sie ersetzte Helen Maeder während deren Mutterschaftsurlaub und wird ihre Tätigkeit mittels einer Festanstellung zu 50 % bei der Rückkehr von Helen Maeder, die ihre Arbeitstätigkeit von 100 % auf 50 % reduzieren wird, fortführen.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus; Ophélie Carrel und Florence Roulin haben im Sommer 2015 das eidgenössische Fähigkeitszeugnis (EFZ) erlangt. Das Kantonsgericht gratuliert ihnen.

Gratuliert wird ebenfalls Françoise Rosales, Bürochefin, für die Erlangung des Zertifikats für Personalassistentin/Personalassistent sowie Cédric Steffen, Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Abteilung, der das durch die Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP) verliehene Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) erworben hat. Auch Sandra Mantelli absolviert diese Ausbildung, die sie 2016 abschliessen wird.

Was das Informatikteam angeht, hat das ITA den Wechsel des Kundenbetreuers (Verantwortlichen) für das Gerichtswesen angekündigt. Arnaud Mangin wurde durch Michel Corbaz ersetzt.

1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 13. März 2015 haben Richter und Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs in Neuenburg am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt und Freiburg teilgenommen.

Am 24. April 2015 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die im Kanton Thurgau stattfand, teilgenommen.

Am 28. und 29. Mai 2015 haben Michel Favre, Präsident der Strafrechtlichen Abteilung und Cédric Steffen, Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Abteilung, an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Basel teilgenommen.

Am 10. und 11. September 2015 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova und Josef Hayoz an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Appenzell teilgenommen.

Am 16. Oktober 2015 hat Anne-Sophie Peyraud an der fünften vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne teilgenommen.

Am 30. Oktober 2015 haben Adrian Urwyler und Dina Beti am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 19. November 2015 hat eine Delegation der Strafrechtlichen Abteilung Schüler der Ecole nationale française de la Magistrature in Bordeaux im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Richteraakademie organisierten Studienreise empfangen.

Am 26. November 2015 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher in Begleitung aller Gerichtsschreiber-Berichterstatter der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe eine Delegation der IV-Stelle Freiburg empfangen.

Der Präsident, weitere Richter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2015 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift «Archiv für Schweizerisches Abgaberecht» die bundesgerichtliche Rechtsprechung zusammengefasst und gewürdigt. Seine jährliche Analyse erschien in Band 83, Nr. 8 (Februar 2015), S. 459 ff. unter dem Titel «Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahr 2013: Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)». Er hat ausserdem (zusammen mit Marc Sugnaux) als Referent bei der Ersten Biennale des Verwaltungsrechts (zweisprachiger Workshop über «Sachverhaltsabklärung im steuerrechtlichen Prozess») mitgewirkt.

Hugo Casanova, Hubert Bugnon und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat auch anlässlich der Jahrestagung für Weiterbildung des Freiburger Anwaltsverbandes am 13. Dezember 2015 eine Konferenz über Kosten und Entschädigungen im Strafwesen abgehalten.

Anne-Sophie Peyraud hat im Juni im Rahmen der von der Stiftung für die Weiterbildung Schweizerischer Richterinnen und Richter organisierten Ersten Biennale des Verwaltungsrechts in Murten einen Updateworkshop im Sozialversicherungswesen geleitet.

Für dieselbe Stiftung hat Marc Sugnaux ein Seminar zum Thema Verwaltung der Justiz, in Gerzensee, mitorganisiert. Er hielt ein Referat über die Gerichtsverwaltung in den Kantonen ab und leitete zusammen mit Christian Pfammatter einen Workshop zu diesem Thema. Er hat ausserdem die Erste Biennale für Verwaltungsrecht in Murten mitgeleitet, anlässlich der er zusammen mit Hugo Casanova einen Workshop über die Sachverhaltsabklärung im steuerrechtlichen Prozess geleitet hat.

Adrian Urwyler hielt im Rahmen der Haftpflichtprozesstagung 2015 in Luzern ein Referat. Er veröffentlichte einen Artikel über Prozesskostenverteilung, insbesondere Verteilung nach Ermessen, in « HAVE 2015 – Prozesskosten, Schadensschätzung, Verfahrens- und Beweisfragen bei Personenschäden », Zürich 2015, S. 139 ff. Er stellte anlässlich des Tags der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter Aktuelles zum Lehrgang der Judikative im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Richterwesen vor.

Christian Pfammatter erteilte Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung. Ebenfalls wirkte er mit an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten. Schliesslich hat er, wie oben erwähnt, im Rahmen eines von der Stiftung für die Weiterbildung der Richterinnen und Richter organisierten Seminars zusammen mit Marc Sugnaux einen Workshop zum Thema Gerichtsverwaltung geleitet.

**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2015 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2015**

Président/Präsident :	Hubert Bugnon
Vice-présidente/Vizepräsidentin :	Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder :	Dina Beti Hugo Casanova Jérôme Delabays Michel Favre Johannes Frölicher Josef Hayoz Roland Henninger Marianne Jungo Gabrielle Multone Catherine Overney Christian Pfammatter Marc Sugnaux Adrian Urwyler
Juges suppléants/Ersatzrichter/–innen :	François-Xavier Audergon Felix Baumann Olivier Bleicker Jacques Bonfils Georges Chanez Pierre Corboz Francine Defferrard Omblin de Poret Bortolaso Caroline Gehring Susanne Genner Tarkan Göksu Catherine Hayoz Yann Hofmann Christophe Maillard Séverine Monferini Nuoffer Jean-Luc Mooser André Riedo Armin Sahli Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Daniel Schneuwly Erika Schnyder Kurt Schwab Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot

Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Hubert Bugnon
Michel Favre
Roland Henninger
Catherine Overney
Adrian Urwyler

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Jérôme Delabays
Roland Henninger

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Michel Favre
Catherine Overney

Cour de modération / Moderationshof

Présidente/Präsidentin : Dina Beti
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Michel Favre

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président/Präsident : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Michel Favre
Roland Henninger
Catherine Overney

Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Président/Präsident :

Michel Favre

Membres/Mitglieder :

Dina Beti

Hubert Bugnon

Jérôme Delabays

Roland Henninger

Catherine Overney

Adrian Urwyler

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/Präsident :

Michel Favre

Membres/Mitglieder :

Dina Beti

Catherine Overney

Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident :

Roland Henninger

Membres/Mitglieder :

Hubert Bugnon

Jérôme Delabays

Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

Président/Präsident :

Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder :

Hugo Casanova

Josef Hayoz

Marianne Jungo

Gabrielle Multone

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Marc Sugnaux

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :

Marianne Jungo

Membres/Mitglieder :

Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)

Gabrielle Multone

Christian Pfammatter

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)
Marianne Jungo

Cour fiscale/Steuergerichtshof :

Président/Präsident : Marc Sugnaux
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)
Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter

I^e Cour des assurances sociales/ I. Sozialversicherungsgerichtshof :

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder : Josef Hayoz
Marianne Jungo

II^e Cour des assurances sociales/ II. Sozialversicherungsgerichtshof :

Président/Präsident : Johannes Frölicher
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Gabrielle Multone
Marc Sugnaux

2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

2.1. SECTION CIVILE / ZIVILRECHTLICHE ABTEILUNG

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Récusation / <i>Ausstand</i>	11	14
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	174	209
Total	185	223

I^o COUR D'APPEL CIVIL / I. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	115	99
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	300	324
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	339	308
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	76	115

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	21	24
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	69	52
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	68	82
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	39	30
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	8
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	4
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	9
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	91	77
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	9	10
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	3	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	2
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	7
Total	339	308

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	2	5
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	89	71
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	43	33
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	1
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	32
Assurance / <i>Versicherung</i>	1	3
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	0
Dépens / <i>Parteikosten</i>	6	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	3	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	35
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	33	36
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	111	99
Révision / <i>Revision</i>	5	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
Total	339	308

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	62	61
Singine / Sense	11	13
Gruyère / Greyerz	26	27
Lac / See	21	16
Glâne / Glane	7	12
Broye / Broye	37	18
Veveyse / Vivisbach	18	17
Autres / Andere	157	144
Total	339	308

II^e COUR D'APPEL CIVIL / II. ZIVILAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	58	74
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	311*	285
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	307*	301
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	62	58

*Est incluse l'affaire attribuée au Président de la IIe Cour d'appel civil / Miteinbegriffen ist die dem Präsidenten des II. Zivilappellationshofs zugeteilte Angelegenheit

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	43	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	5
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	99	82
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	79	93
Retirés / <i>Rückzug</i>	5	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	16
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	18	11
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	6
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	21	22
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	12	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	1
Total	307	301

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	71	64
Travail / <i>Arbeit</i>	10	10
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	23	26
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	130	127
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	23	28
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	103	99
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	44	39
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	0
Instance unique / <i>Einzigste Instanz</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	5	1
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	7
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	2
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	3	17
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	2	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	1
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	2	0
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	1	0
Assurance / <i>Versicherung</i>	0	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	1
Total	307	301

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	92	92
Singine / Sense	18	8
Gruyère / Greyerz	28	26
Lac / See	18	9
Glâne / Glane	12	11
Broye / Broye	32	48
Veveyse / Vivisbach	10	18
Autres / Andere	97	89
Total	307	301

**CHAMBRE DES POURSUITES ET FAILLITES /
SCHULDBETREIBUNGS- UND KONKURSKAMMER**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	3
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	160	163
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	157	160
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	6

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	116	108
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	17	32
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	11	8
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Total	157	160

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	29	44
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	1	3
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	1	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	102	104
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	6
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	5	3
Séquestre / <i>Arrest</i>	3	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Total	157	160

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2015	2014
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	116	113
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	14	12
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	9	19
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	18	16
Total	157	160

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	18	14
Singine / Sense	1	5
Gruyère / Greyerz	6	4
Lac / See	1	5
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	2	5
Veveyse / Vivisbach	4	6
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	103	110
Autres / Andere	21	11
Total	157	160

COUR DE MODERATION / MODERATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	14
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	18	45
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	22	53
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	6

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	9
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	6	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	5
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Total	22	53

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Frais de justice / Gerichtskosten	5	23
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	6	12
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	6	4
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	1	9
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	3	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Total	22	53

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	8	21
Singine / Sense	2	2
Gruyère / Greyerz	1	9
Lac / See	1	1
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	3	1
Veveyse / Vivisbach	1	2
Autres / Andere	5	17
Total	22	53

COUR DE PROTECTION DE L'ENFANT ET DE L'ADULTE / KINDES- UND ERWACHSENENSCHUTZHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	26
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	125	178
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	118	197
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	14	7

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	11	38
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8	28
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	24	25
Rejetés / <i>Abweisung</i>	34	47
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	18
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	5
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	10	16
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Total	118	197

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Recours / <i>Beschwerde</i>	84	137
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	20	20
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	43	84
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	20	33
dont établissement de la filiation / <i>davon Entstehung des Kindesverhältnisses</i>	1	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	18	27
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	11	24
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Total	118	197

2.2. SECTION PENALE / STRAFRECHTLICHE ABTEILUNG

COUR D'APPEL PENAL / STRAFAPPELLATIONSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	86	101
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	192	180
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	179	195
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	86

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	22
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	40	35
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	51
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	32	30
Retirés / <i>Rückzug</i>	25	32
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	1
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	5
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	0
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	3
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	1
Total	179	195

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Appels / Berufungen	149	163
Récusation / Ausstand	0	0
Demandes de mise en liberté / Gesuche um Freilassung	2	0
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	9	11
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	2	1
Révision / Revision	12	14
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	1	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen	0	3
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	4	0
Divers / Verschiedenes	0	1
Total	179	195

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2015	2014
Sarine / Saane	35	40
Singine / Sense	4	4
Gruyère / Greyerz	13	15
Lac / See	7	2
Glâne / Glane	5	3
Broye / Broye	10	10
Veveyse / Vivisbach	3	1
Total	77	75

Juge de police / Polizeirichter		
	2015	2014
Sarine / Saane	23	46
Singine / Sense	9	5
Gruyère / Greyerz	17	10
Lac / See	7	9
Glâne / Glane	3	6
Broye / Broye	9	2
Veveyse / Vivisbach	3	3
Total	71	81

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2015	2014
	0	3

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2015	2014
	2	4

Ministère public / Staatsanwaltschaft		
	2015	2014
	10	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2015	2014
	2	10

Autres / Andere		
	2015	2014
	17	22

CHAMBRE PENALE / STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	48	54
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	275	260
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	266	266
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	57	48

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	19	15
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	23	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	18
Rejetés / <i>Abweisung</i>	109	129
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	60	56
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	6
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	12
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	0	9
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	4	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Changement du mandat d'office / <i>Wechsel der Amtsverteidigung</i>	0	1
Désignation (AJ) / <i>Bezeichnung (URP)</i>	4	0
Décharge / <i>Entlastung</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Total	266	266

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Recours / <i>Beschwerden</i>	199	191
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	16	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	12	19
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	24	22
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	1	8
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	7	9
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	4
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	8
Total	266	266

PRESIDENT DE LA CHAMBRE PENALE / PRÄSIDENT DER STRAFKAMMER

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	16	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	16	8
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	0
Total	16	8

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	16	8
Total	16	8

2.3. SECTION ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE ABTEILUNG

I^e COUR ADMINISTRATIVE / I. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	101	84
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	171	184
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	184	166
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	88	101

Modes de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	13	16
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	6
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	6
Rejet <i>Abweisung</i>	84	63
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	13
Retrait <i>Rückzug</i>	5	2
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	8	7
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	33	26
Rayé du rôle <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	1	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	8	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	6	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	6
Total	184	167

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liqué Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	42	65	107	72	35
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	1	2	2	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	14	6	20	11	9
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	3	1	4	4	0
Responsabilité des collectivités publiques <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	9	3	12	2	10
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	4	20	24	18	6
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	3	6	9	6	3
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	0	2	2	2	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	3	0	3	2	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	2	3	2	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	1	4	5	4	1
Protection des données <i>Datenschutz</i>	0	4	4	2	2
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	8	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	2	8	10	10	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	1	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	11	33	44	33	11
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	1	0	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Total	101	171	272	184	88

II^e COUR ADMINISTRATIVE / II. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	90	105
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	143	148
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	132	163
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	90

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	13	25
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	5
Rejet <i>Abweisung</i>	48	68
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	15
Retrait <i>Rückzug</i>	16	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	0	1
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	8	1
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	25
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	1	0
Total	132	163

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / neue Erledigungsart ab 01.11.2015

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erfledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	63	76	139	74	65
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	0	1	1	0	1
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	5	4	9	2	7
Expropriation <i>Enteignung</i>	1	1	2	1	1
Forêts Forstwesen	0	3	3	1	2
Energie <i>Energie</i>	0	1	1	0	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	0	6	6	4	2
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	6	0	6	6	0
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	1	1	1	0
Décision sur frais et dépens après TF Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	0	1	1	1	0
Requête de sûretés Begehren auf Sicherstellung	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	4	4	3	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	31	44	27	17
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	11	11	8	3
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	1	1
Total	90	143	233	132	101

III^e COUR ADMINISTRATIVE / III. VERWALTUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	84	116
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	208	241
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	220	273
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	72	84

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	4	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	15	7
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	6
Rejet <i>Abweisung</i>	80	83
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	55	70
Retrait <i>Rückzug</i>	15	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	11	15
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	30	49
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	0	3
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	6
Total	220	273

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	58	134	192	159	33
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	5	4	9	7	2
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	6	8	14	8	6
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	3	14	17	7	10
Travail <i>Arbeit</i>	0	1	1	0	1
Animaux <i>Tiere</i>	3	2	5	3	2
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	4	6	4	2
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	0	1
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	21	25	16	9
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	3	4	4	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	9	9	9	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	6	7	3	4
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	0	1
Total	84	208	292	220	72

COUR FISCALE / STEUERGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	143	144
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	212	177
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	141	132
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	71	45
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	178	178
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	126	123
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	52	55
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	177	143

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	8	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	14
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	11
Rejet <i>Abweisung</i>	71	82
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	36	30
Retrait <i>Rückzug</i>	16	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	6	4
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	7
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	3	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	1
Total	178	178

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquide Erledigt	Pendant au 31.12 Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	104	134	238	116	122
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	19	19	38	15	23
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	3	6	9	2	7
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	2	0	2	1	1
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	0	3	3	1	2
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	3	0	3	3	0
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	2	2	4	1	3
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	1	1	2	0	2
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	4	4	3	1
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	4	6	10	6	4
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	0	10	10	6	4
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	0	2	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	4	4	0	4
Récusation <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	4	4	4	0
Révision <i>Revision</i>	2	2	4	1	3
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	3	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	7	8	8	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	2	3	3	0
Total	143	212	355	178	177

I^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / I. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	310	278
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	295	285
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	297	253
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	308	310

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	19	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	24	12
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	11
Rejet <i>Abweisung</i>	127	118
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	26	22
Retrait <i>Rückzug</i>	15	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	2
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	16	22
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Reformatio in pejus	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	20	17
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	11	12
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	10	7
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	1	2
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	2	0
Total	297	253

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / *neue Erledigungsart ab 01.11.2015*

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	128	84	212	100	112
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	66	40	106	46	60
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	70	74	144	51	93
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	0	1	1	0	1
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	6	4	10	5	5
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	15	22	37	26	11
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	2	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	8	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	5	5	5	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	20	51	71	50	21
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	2	0
Total	310	295	605	297	308

II^e COUR DES ASSURANCES SOCIALES / II. SOZIALVERSICHERUNGSGERICHTSHOF

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	246	222
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	241	237
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	268	213
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	219	246

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	21	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	20
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	14
Rejet <i>Abweisung</i>	87	83
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	20	10
Retrait <i>Rückzug</i>	15	7
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	14	9
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	5
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	19	8
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	3	4
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	22	13
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	13	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	10	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	3
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	2	10
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	1	0
Total	268	213

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / *neue Erledigungsart ab 01.11.2015*

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erlедigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	23	19	42	20	22
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	131	91	222	109	113
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	18	34	18	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	19	26	45	23	22
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	16	15	31	15	16
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	0	1
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	1	0	1	1	0
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	11	9	20	12	8
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	1	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	6	13	11	2
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	20	50	70	54	16
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	246	241	487	268	219

2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2015	2014
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	32
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	25	35
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	7
Cour de modération / Moderationshof	1	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	11
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	35
Chambre pénale / Strafkammer	35	43
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	24	25
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	18
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	14	12
Cour fiscale / Steuergerichtshof	22	10
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	36
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	16	20
Total	253	284

Recours traités / Erledigte Beschwerden	2015	2014
Modes de liquidation / Erledigungsarten		
I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	0
Rejetés / Abweisung	8	11
Irrecevables / Nichteintreten	12	11
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	2	13
Irrecevables / Nichteintreten	18	23
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	2

Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ <i>Kindes- und Erwachsenenenschutzhof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
Chambre pénale / <i>Strafkammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	20	31
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

I° Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	19	9
Irrecevables / Nichteintreten	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	6
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
II° Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	1	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	13	5
Irrecevables / Nichteintreten	2	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	2
III° Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	3	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	8	6
Irrecevables / Nichteintreten	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	12	4
Irrecevables / Nichteintreten	3	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
I° Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	3	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	3	6
Rejetés / Abweisung	22	19
Irrecevables / Nichteintreten	6	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	4

Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	2	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	1	3
Rejetés / Abweisung	16	9
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Total	285	236

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG
Rue des Augustins 3, CH-1701 Fribourg
T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

www.fr.ch/tc

–

© Février 2016/Februar 2016

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier